

Chapitre 11

Dans la Guerre des Familles.

Ce lundi est fort instructif. Je peux observer les ouvriers au travail. Ils s'activent avec conscience et courage. De temps en temps, les contremaîtres donnent le signe d'une pause qu'ils s'accordent à eux-mêmes, par la même occasion.

Je suis sidéré de constater la façon dont le jus des bananiers et des bananes mures maculent les vêtements et la peau de taches collantes et sombres. Le chantier de ramassage est une véritable ruche où les ouvriers abattent les bananiers en quelques coups de sabre à canne qui suffisent à faire tomber ces plantes grasses. Quelques coups de plus et le régime se retrouve sur le dos du ramasseur qui titube jusqu'au charreton qui attend au bas de la pente. Il s'agit de petites charrettes tirées chacune par une mule et qui peuvent charger une dizaine de régimes. Lorsqu'un charreton est plein, il laisse la place à une autre et le muletier part vers la route forestière pour charger une charrette attelée de deux bœufs à bosse descend vers la ville. De là, des chars à quatre roues descendent vers le port et le marché de gros. Les fruits les plus verts partent vers l'Europe si, et seulement si, un bateau à vapeur peut les charger. Autant dire que l'essentiel de la production est consommée sur place et une petite partie est mise à sécher pour pouvoir supporter un voyage à la voile vers Bordeaux. De là, les fruits séchés sont livrés aux confiseurs de luxe de toute la France.

Nous sommes à nouveau montés vers les hauts de Matouba par les mêmes chemins qu'hier. Seulement, comme nous sommes passés par la route puis les pistes entre la forêt et les bananeraies sans faire de détours « safariens », nous sommes plus vite sur place. Gontran met pied à terre de temps en temps et, tenant son cheval par les rênes, parle avec les ouvriers. Je suis surpris de voir les relations apparemment détendues qui existent entre lui et les hommes. Il semble bien connaître chacun d'eux, sa famille, les problèmes des enfants et, pour les célibataires, leurs occupations hors du travail. Il appert que beaucoup vivent sur la bananeraie où ils travaillent. Ils ont peu de temps libre, comme les ouvriers de France d'ailleurs. Et je me sens favorisé avec mes deux semaines de congé annuel et mon dimanche assuré, privilèges précieux des fonctionnaires impériaux. Sans compter que mon emploi du temps est en grande partie soumis à ma fantaisie. Du moment que mes missions sont remplies, personne ne cherche à savoir comment je me suis organisé.

Nous sommes en train de redescendre, notre visite terminée, quand le chien du régisseur, qui nous accompagne évidemment, s'élance vers le fossé séparant la piste de la forêt. Il s'arrête à une dizaine de mètres de nous et se met à hurler à la mort. Les ouvriers qui travaillent dans la bananeraie en contrebas lèvent la tête mais, nous voyant sur place, se remettent à l'ouvrage.

Le chien se tait et reste immobile, la truffe tendue vers le fond du fossé, les oreilles pendantes. Je saute à terre instinctivement. Ma jeunesse me permet de devancer les autres. L'homme est là, sur le dos, les mains au-dessus des épaules. Il a la tête relevée et je ne vois que le dessous de son menton noir et cette horrible plaie qui va d'une oreille à l'autre. Sa chemise est noire de son sang, coagulé depuis plusieurs heures. L'hémorragie a dû le saigner à blanc. Sans jeu de mot, son visage est gris pâle.

Je fais signe aux autres de ne pas s'approcher pour éviter de mêler leurs traces à celles que ne peuvent manquer d'avoir laissées les auteurs du crime ou au moins les gens qui ont déposé là la victime de leur forfait. Dans l'herbe haute, il est difficile de bien voir mais près du corps, un homme a glissé sur la terre humide. Il a arraché l'herbe et a laissé une empreinte nette dans la terre grasse et dénudée. Je fais signe aux autres de me laisser opérer. J'ai dans ma besace une boîte de prises d'empreintes que j'ai emportée pour le cas où je trouverais une empreinte d'animal inconnu de moi. Je n'ai pas beaucoup de plâtre de Paris,

mais cela doit suffire. Car cette semelle est bien particulière : c'est la semelle droite et elle est comme ébréchée à l'avant droit. On dirait que la chaussure correspond à un pied où il manquerait le petit orteil. Le temps de laisser prendre le plâtre et j'enveloppe le moulage dans un carré de toile qui sert à bouchonner les chevaux et que j'ai pris dans ma fonte.

- Cela vous rappelle-t-il quelque chose ? » Du regard j'interroge les deux cousins.

- Non, répond Gontran.

- Moi non plus, fait François.

- Mais moi, si. » C'est le régisseur qui a répondu. Il s'arrête brusquement. Ce n'est qu'une impression, mais il me semble qu'il s'est interrompu après avoir croisé le regard de Gontran.

- Oui ? » J'insiste exprès. « Il faut parler parce que maintenant il y a mort d'homme, c'est établi. Il faut impérativement prévenir les gendarmes. Alors, cela suffit, les cachotteries. Comme je redescends ce soir, je puis m'en charger. Mais je veux savoir où je mets les pieds. Après tout, je sais bien que le commanditaire de l'agression dont j'ai été victime lors de mon voyage de Pointe à Pître à Basse-Terre n'était pas un employé des Duquesnois.

- Comment le savez-vous ? » Gontran me sonde de son regard perçant.

- Parce que je sais de qui il est l'employé. Mais là n'est pas la question. « Protégez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge », disait le Roi François Premier.

- Vous en avez trop dit ou pas assez.

- C'est un prêté pour un rendu. Je commence à en avoir assez. Si les choses continuent sur ce mode, je vous garantis que je vais secouer le marigot et que les crocodiles vont souffrir et sortir de la vase. Alors, régisseur, que vous dit cette empreinte ?

- C'est celle d'un marin débarqué qui vit aux Saintes une partie de l'année mais vient de temps en temps en Guadeloupe. Il loge alors à Bouillante. Je ne connais pas son nom, mais, ses pieds sont célèbres chez tous les voyous et en particulier chez un savetier qui a son échoppe sur le port.

- Il faudrait savoir s'il est ici en ce moment. Mais ce n'est pas mon affaire. Nous allons retourner rapidement à la plantation, et il faudrait emporter le corps. Seulement, on ne peut rien faire si les gendarmes ne sont pas d'abord venus enquêter. Comment les faire prévenir rapidement ? »

Gontran envoie le régisseur descendre à bride abattue pour rejoindre Matouba et alerter la brigade. Pendant ce temps, je prends les premières mesures de sauvegarde du lieu à protéger comme j'ai appris à le faire à Saint-Cyr. Il faut près de deux heures pour que les gendarmes arrivent, guidés par le régisseur. Une fois qu'ils m'ont entendu, je puis rentrer à la plantation, accompagné par Gontran, tandis que François et le régisseur restent avec le brigadier et ses deux gendarmes. Je prépare mes affaires pour redescendre à Basse-Terre. Il n'est pas question pour moi de partir comme un goujat et l'après-midi touche à sa fin lorsque je me mets en route. J'ai décliné l'offre de Gontran de descendre en voiture avec mon cheval attaché par une longe à l'équipage. Je veux en effet parler aux gendarmes. J'ai longuement discuté avec Gontran. Il a tout fait pour me convaincre de lui révéler ce que je sais de ma première agression. Comment lui dire que je sais que c'est un des employés de la famille de Linières qui a commandité l'attaque ? Je ne sais pas s'il est au courant ou si cela s'est tramé dans son dos.

Les gendarmes ne m'apprennent rien. Ils ont remarqué eux aussi l'empreinte mais n'ont pas fait de commentaire. Soit ils veulent rester discrets, soit ils sont trop liés à la « famille ». Moi, je ne peux plus rien faire. Je me suis bien gardé de leur raconter ma version des affrontements d'hier. Ils sont en colère et le brigadier m'a bien fait remarqué que deux morts en deux jours, cela fait beaucoup.

- Mon lieutenant, je sais bien que vous avez l'audience des autorités, votre cousin Gontran de Linières m'a bien averti. Mais vous ne devez pas jouer les justiciers.

- Ce n'est pas mon intention. Il n'empêche, heureusement que j'étais armé, depuis mon arrivée en Guadeloupe. Sinon, je serais reparti en France dans un sarcophage.

- Quoi qu'il en soit, notre enquête continue. Et elle avance déjà. Le cadavre d'hier était celui d'un ancien marin débarqué de force pour inconduite à bord. Il a été jugé par le parlement de Pointe à Pître et condamné avec sursis. Maintenant, il va falloir l'enterrer à la fosse commune, on ne lui connaît aucune famille. Seulement, voyez-vous, je serais surpris qu'il ait agi seul. Les deux revolvers qu'il portait sont au greffe du parlement et vont être confiés à l'armurier spécialisé du parquet. On retrouvera bien, par les numéros, à quel détaillant le fabricant les a vendus. Cela va prendre du temps parce que le courrier avec la maison Lefauchaux de Paris doit traverser l'océan. Mais nous finirons par savoir.

- Et si vous questionniez les commerçants de Guadeloupe ?

- Nous allons le faire, mais rien ne dit que ces armes viennent d'un détaillant local. De toute façon, nous n'en sommes qu'au début de l'affaire. Le procureur impérial est alerté et nous allons bien voir quelles commissions rogatoires va lancer le magistrat instructeur qui sera désigné. »

Je me garde bien de faire allusion à ce que nous avons appris de notre côté sur la provenance des armes. Laissons la justice suivre son cours. Je me doute bien que je risque d'être entendu comme témoin, mais attendons que cela vienne. Je me suis contenté de répondre aux questions sans faire part de mes propres conclusions. À chacun son travail. Je rentre d'abord à Basse-Terre et demain à la première heure, je rends compte à mes chefs.

Je ne suis pas fâché de retrouver mon petit domaine. Mon cohabitant semble lui aussi de me revoir. Il me raconte ce qui est survenu au bureau pendant mes trois jours d'absence. Lorsque j'arrive à l'écurie, martial est présent et m'attend. Il m'aide à desseller mon cheval et le bouchonne tandis que Tertullien qui est lui aussi présent prend mon bagage pour m'éviter de le porter.

- Qu'est-ce que c'est que cela, Monsieur ?

- Cela s'appelle un fusil de chasse de sous-bois à broche.

- Je le vois bien, que c'est un fusil. Mais d'où vient-il ?

- De la plantation de Matouba. Tu m'as bien dit que celui qui t'avait chargé de m'envoyer dans un monde meilleur est un employé de chez les Linières ? Malheureusement, dans cette affaire de braconnage, tu as perdu la magnifique pétoire hors d'âge qui est restée au greffe du parquet. Donc en discutant aimablement avec le chef de mes cousins Linières, le vieux Gontran, je l'ai convaincu de me donner deux fusils de chasse qu'il venait de se procurer. Nous les garderons au bureau et nous en servirons pour les chantiers risqués. Je lui ai aussi soustrait deux revolvers Lefauchaux tout neufs et ce pistolet à deux coups qui a un air bizarre mais tire bien et fort. Ces armes nous seront peut-être utiles dans un proche avenir. »

Je sens que le travail de géomètre peut devenir intéressant, d'ici peu. Nous sommes prêts à traverser le Champ d'Arbaud pour rentrer chez nous. Martial prend congé pour rentrer chez lui retrouver sa famille.

Sur le chemin du retour, Tertullien m'informe des dernières nouvelles du bureau.

- Je crains bien que nous ne nous quittions bientôt, Monsieur.

- Tu veux partir ?

- Certainement pas. Mais nous allons tous nous quitter. Il semble que le service du cadastre va être dissout. C'est ce que j'ai entendu dire samedi matin. »

Je ne fais aucune remarque mais je suis contrarié. M. de La Roncière me l'avait déjà dit, mais il ne fallait pas y faire allusion. Comment et pourquoi cette information sort-elle maintenant ? Le service pratique la semaine anglaise, ce qui fait que le congé hebdomadaire commence le samedi à midi et demi. Tertullien continue son récit :

- Samedi, donc, je suis allé rendre compte à M. de La Roncière de la fin de nos travaux et de la mise en sécurité du matériel. À mon arrivée, le secrétaire m'a fait signe d'attendre dans son antichambre. J'ai entendu M. de la Roncière qui parlait à M. de Richemond. Il lui a dit « Eh bien, si l'Empereur impose cette décision, c'est bien la fin du cadastre en Guadeloupe. Cela confirme ce qu'on nous avait laissé entendre. C'est dommage, cela commençait à bien prendre tournure avec les recrues originales de Berdeilhe. » Pardon Monsieur, mais ce sont leurs mots. « Et dire qu'il va falloir se séparer de tout ce petit monde. » Et M. de Richemond a répondu : « On n'en est pas encore là. Je vais lundi rencontrer le Gouverneur qui m'a fait mander pour un entretien en fin de matinée et déjeuner à la résidence. Je suis sûr que nous pouvons trouver la justification du maintien d'une équipe de géomètres gouvernementaux, même sans service du Cadastre. » Voilà, Monsieur. Mais si l'Empereur a décidé de dissoudre le cadastre, cela pourrait bien vouloir dire que vous allez partir...

- Cela se pourrait, mais ce n'est pas fait. Nous saurons rapidement ce que le gouverneur et M. de Richemond se sont dit ce matin. Il me semble, en fait, qu'il est encore trop tôt pour organiser le cadastre. Il faudrait d'abord procéder à d'importants travaux préparatoires. Mais attendons les nouvelles. Il faut de toute façon que je voie d'urgence M. de La Roncière.

- Ah mais il vous attend. Il a fait poser un mot sur votre bureau et je l'ai lu. En plus il m'a bien dit qu'il souhaite vous rencontrer avant neuf heures demain matin. »

Je ne dis rien de plus. En fait, lorsqu'ils m'avaient annoncé à mon arrivée au service que nous n'établirions finalement pas le plan cadastral, ils n'étaient pas certains de la disparition du service. Je suis sûr que les planteurs et autres propriétaires terriens ont fait le siège des instances ministérielles pour obtenir cette mesure. Mais puisque je dois voir mes chefs demain, je verrai mieux où je vais.

Mme Bonaguil a fait préparer un repas soigné. En entrée, nous avons de la « chiquetaille à morue ». Et comme elle connaît mes goûts, ce n'est pas trop pimenté. Elle sait combien j'aime cette entrée. Pour les gourmets que cela intéresse, la « chiquetaille à morue » se prépare en émiettant un morceau de morue dans un bain d'eau douce additionnée de jus de lime, ce petit citron d'ici qui a la peau verte même quand il est mûr. Pendant que cela trempe, on écrase la pulpe de deux « poires de justice » avec de la farine de manioc. La « poire de justice », c'est un fruit à gros noyau avec une peau fine et dure, verte et bordeaux, et la chair de ce fruit a la consistance du beurre. Les Mexicains qui en sont friands le nomment le *guacamole*. Les Américains le nomment *avogado pear* et dans les colonies des Antilles et de la Guyane, on l'appelle simplement « l'avocat ». Quand on a bien mélangé la farine de manioc et la pulpe d'avocat, on y mêle les morceaux de morue humectés d'eau citrusee. Attention, il ne faut pas dessaler le poisson. Juste le laisser tremper pour qu'il prenne le goût du citron parce que c'est le sel de conservation qui donne son goût à l'ensemble de la préparation.

Après cette entrée délicieuse, notre logeuse nous a fait préparer un beau vivano, ce poisson argenté aux nageoires et aux ouies rouges avant la cuisson. La cuisinière a préparé un court-bouillon avec des épices locales et juste ce qu'il faut de piment. Il y a des cives, de la cannelle et du clou de girofle. Comme légumes, parce que ce n'est plus tout à fait le moment des cristophines, elle a fait préparer du fruit à pain.

Je ne sais pas pourquoi on l'appelle ainsi car ce fruit qui pousse sur un grand arbre ne rappelle en rien le pain. C'est très bon mais je vois difficilement de comparaison avec un met français. En plus, ce n'est pas un arbre d'ici. Il a été importé sous l'ancien régime par des navigateurs qui l'ont rapporté de Tahiti où ils venaient de le découvrir. Il s'est très bien adapté

en Guadeloupe et en Martinique et fournit avec le *kra-manioc*¹, les *pôyô* (aussi nommés « banane-cochon »), les ignames et les cristophines les légumes d'accompagnement des viandes et poissons. Il faut aussi noter la présence importante dans les boutiques d'un haricot rouge importé des États-Unis et qui est une des nombreuses variétés de haricots qui viennent de l'Amérique latine, avec un petit haricot également très prisé ici qui ressemble au petit haricot sec de chez nous mais plus beige et marqué, près de l'attache à la cosse, d'un petit point noir. Ce petit haricot au goût de noisette se nomme ici « pois de bois ».

On trouve aussi de plus en plus de riz dans les magasins de ville parce que la proximité des plantations de Caroline permet aux fonctionnaires coloniaux de faire venir pour un prix abordable cette céréale qu'ils ont appris à connaître lors de leurs séjours en Extrême-Orient.

Ce sont ces mêmes fonctionnaires coloniaux qui ont relancé la culture du riz en Camargue où on la pratiquait depuis les croisades mais qui ne trouvait pratiquement pas de débouchés en France. Les Camarguais avaient l'habitude de livrer leur riz à petits grains ronds aux Catalans et aux Milanais. Avec la deuxième colonisation qui commence sérieusement ces années-ci, on trouve de plus en plus de clients pour le riz dans les ports français et à Paris. Et ici en Guadeloupe, le riz vient apparemment de Charleston, en Caroline du Sud, où une grande plantation fournit un peu de thé et beaucoup de riz. L'essentiel du thé que l'on consomme en Guadeloupe vient d'une autre plantation de Charleston. C'est en découvrant ceci que j'ai pris la mesure du risque que fait courir au confort des colons de Guadeloupe la détérioration de la situation politique en Amérique du Nord. Si on étudie les ressources et les débouchés de l'économie antillaise, on comprend bien que les États-Unis, ce pays immense en train de se créer à moins d'une semaine de mer à la voile de la Guadeloupe est un centre d'intérêt essentiel pour nos planteurs et hommes d'affaires. Plus qu'une France qui ne commencera à se rapprocher de ses colonies que lorsque notre marine marchande aura enfin décidé de se mettre au goût du siècle et de passer à la vapeur, l'Amérique du Nord qui ne vit que par la modernisation rapide et les choix rentables et novateurs est devenue le pôle d'attraction des entrepreneurs des possessions françaises de la Caraïbe.

En outre, d'après ce que m'ont raconté mes cousins, si les Espagnols sont très présents en Caraïbe, ils ont un fort contentieux avec Washington qui voit d'un fort mauvais œil la présence coloniale espagnole à Cuba. Après les Anglais, les Espagnols ont fini par quitter la Floride à la suite des affaires de Saint-Augustine, mais ils restent un ennemi potentiel. Ce qui fait que, de tous les pays d'Europe, c'est avec la France que les États-Unis ont le plus le goût de commercer. Les Anglais restent l'ancienne puissance coloniale dont il a fallu secouer le joug, les Espagnols sont des toujours des adversaires en devenir. Ils sont très liés aux Mexicains qu'ils ont soutenus lors des opérations du Général Santa Anna. Les États-Unis ne sont pas près d'oublier la chute du fort Alamo il y a vingt-trois ans. Et surtout les Espagnols restent présents à Cuba et encore influents à Saint-Domingue. Seuls les Français se sont toujours montrés amicaux envers les Américains aux côtés desquels ils se sont battus à l'époque où les colons de l'Amérique du Nord étaient les « *insurgents* ». Autant dire que les planteurs français des Antilles, qui souhaitent garder les meilleures relations avec les États-Unis, sont très réticents des aventures coloniales dans lesquelles semble se lancer l'Empereur Napoléon. Il a mis sur pied un corps expéditionnaire qui comprend une unité nouvelle, la Légion Étrangère, dont les soldats sont des étrangers que les États-Unis considèrent un peu comme des mercenaires. Tout ceci dans le but de se lancer à la conquête du Mexique pour y renverser le Président Benito Juarez et mettre en place un régime impérial proche des intérêts français.

¹ Cette « racine » diffère du manioc en ce qu'on peut la manger telle que tirée de la terre sans devoir la laver au préalable pour en enlever une toxine qui porte atteinte au cerveau. Ici, on consomme le manioc sous forme de farine après l'avoir râpé et rincé, et le *kra-manioc* bouilli et coupé en morceaux.

On murmure que l'une des intentions de l'Empereur serait de faire du Mexique un pays catholique au régime politique d'empire qui barrerait la route aux ambitions expansionnistes des républicains protestants américains vers l'Amérique du Sud. Bien que catholiques pour beaucoup, les planteurs français comptent aussi dans leurs rangs bon nombre de Francs-maçons de diverses obédiences qui ont des liens très étroits avec leurs homologues états-uniens. Ils sont souvent opposés au principe de l'autocratie et préfèrent une république à une monarchie ou un empire. Aussi, entre leurs convictions philosophico politiques et leurs intérêts économiques, les planteurs des Caraïbes verraient mal leurs impôts s'alourdir pour financer une campagne militaire discutable en matière de risques qui ne reposerait sur aucune perspective politique sensée, selon leurs convictions. Et surtout qui nuirait à leurs affaires commerciales.

Je réfléchis à tout cela, bien étendu sur le dos dans mon lit confortable quand le sommeil me fond dessus comme la vérole sur le bas clergé.

L'entretien du mardi matin avec M. de La Roncière est assez bref. Il me confirme la dissolution du service et que la réalisation du plan cadastral de Guadeloupe est remise *sine die* mais que tout le travail que nous avons déjà fait n'est pas perdu. À la place d'un service du cadastre analogue à ce qui commence à bien fonctionner en France, le ministère des colonies a décidé de commencer par faire établir des cartes justes de l'île. Pour ce faire, il envoie des équipes de géomètres qui seront chargées de réaliser un maillage de stations repères avec des coordonnées précises dans les trois dimensions. Les géomètres privés continueront à métrer les propriétés privées comme cela se fait depuis le début de la colonisation. Dans un premier temps, le service que je dirige se chargera de délimiter les emprises du domaine public autour des installations et infrastructures que l'Empire va faire réaliser en matière de routes, de ports et de ponts. En somme, je ferai pour le domaine public ce que les géomètres privés font pour les propriétés privées.

- Il me semble que ces occupations vont rapidement vous lasser par leur monotonie. Un autre problème se pose en matière foncière et qui déborde sur les diverses activités concurrentielles de l'économie guadeloupéenne. Et il me semble que là, vous pourriez être fort utile à l'administration. Mais M. de Richemond va vous en entretenir avant de vous présenter au Gouverneur qui veut vous recevoir en audience privée. »

Je voudrais bien rendre compte à mon chef direct de mes activités de cette fin de semaine écoulée, mais il m'interrompt : « M. de Richemond doit aussi vous entendre sur ce sujet. Pour vous éviter des redites, vous lui exposerez tout cela devant moi. Si j'en crois ce que je sais déjà, il faudrait peut-être ne pas encombrer le Gouverneur avec ces choses.

- On vous a déjà parlé des événements de Matouba ?

- Certes, que croyez-vous ? Que mes activités d'herboriste amateur ne visent qu'à remplir mes herbiers ? Les braves nègres des hameaux de la montagne me voient d'un très bon œil et sont très gentils avec moi. Nous avons des relations de confiance parce que je ne les ai jamais mis en porte-à-faux avec leurs employeurs ou leurs voisins. Ils ont donc à cœur de me renseigner sur ce qui se passe loin des villes et villages. Il est temps que nous vous mettions au courant d'un aspect plus discret de nos occupations, aux uns et autres. Je pense que vous allez reprendre du service militaire mais de façon secrète. Mais c'est le Colonel de Richemond qui va vous mettre dans le coup.

- Le Colonel de Richemond ?

- Mais oui, mon cher. Il est lui aussi officier de réserve, comme moi-même, d'ailleurs. »

Je raconte à mes deux chefs les événements des trois jours que j'ai passés à Matouba. La mort des deux hommes ne semble pas les troubler. Cela relève à leurs yeux du fait divers. D'ailleurs, ils me paraissent déjà bien informés de ce que je leur raconte. M. de Richemond attend patiemment que j'aie terminé mon compte-rendu.

- Bon, tout ceci est très bien, mon cher. Mais nous avons un autre souci. Il n'est pour le moment plus question d'établir le plan cadastral de l'île, vous le savez. Le ministère des colonies fait venir des équipes de géographes et de topographes pour réaliser une cartographie digne de ce nom. Seulement, la guerre des familles prend des proportions graves. Les propriétés bornées par les géomètres privées se voient très souvent modifiées de façon... brutale. On a parlé de déplacements intempestifs de limites ou de bornes. C'est pourquoi il faudra bien un jour en venir à un cadastre. Seulement, un plan cadastral ne sera jamais un document de référence en matière de limites de propriétés. Il ne servira qu'au service du trésor pour établir l'assiette des impôts fonciers. Autant dire que le rôle des géomètres privés n'est pas prêt de se terminer. Il va donc falloir en contrôler la sincérité. Dans les mois à venir, vous aurez à accueillir les géographes pour leur donner les résultats des travaux que vous avez réalisés en matière de rattachement des divers repères que vous avez établis. Il leur appartiendra ensuite d'étendre leur propre réseau géodésique. Mais le Gouverneur a pour vous d'autres vues. Vous êtes affecté en Guadeloupe pour une mission de trois ans. Rien ne vous empêchera de prolonger votre séjour mais le gouverneur voudrait vous employer autrement qu'à faire de simples levés topographiques de contrôle. Or c'est ce qui vous attend puisqu'il n'est plus question d'établir le plan cadastral. Une voiture va nous conduire tous les quatre au palais du gouverneur pour une audience fermée. »

Le Gouverneur nous attend dans son bureau somptueux. Derrière sa table de travail de style, son fauteuil Louis XV et un secrétaire de style Premier Empire donnent une note d'aisance et de tradition à l'ensemble. Un portrait officiel de l'Empereur observe les visiteurs et le regard impérial passe au-dessus d'une armoire vitrée qui présente le drapeau tricolore aux franges d'or et aux inscriptions de brocart. Nous attendons debout que le représentant de notre Empereur nous invite à nous asseoir. Tous les trois avons adopté, bien qu'en vêtements civils, l'attitude militaire du garde-à-vous.

- Berdeilhe, commence le Gouverneur, je suis heureux de pouvoir m'entretenir avec vous un peu longuement. Depuis votre arrivée, vous n'avez pas chômé. En je dois dire que vous avez une façon de viser qui peut surprendre. Mais le géomètre n'est-il pas l'homme de la juste mesure ?

Trêve de plaisanterie. Vos chefs m'ont expliqué que vous avez passé quelques jours « en famille » pour mieux appréhender les dessous de la vie étriquée de la haute société coloniale guadeloupéenne. Vous avez donc pu voir que les coups de feux, les paris truqués ou non sur les combats de coqs clandestins et autres guéguerres pour se voler quelques arpents de savane sont la vie quotidienne des ces familles. Répondez-moi franchement, êtes-vous parents des Linières ?

- Ils le prétendent, Votre Excellence. Mais mon oncle ne m'a pas confirmé le fait. Si des liens existent, ils sont distendus depuis si longtemps que je n'en avais pas entendu parler avant mon arrivée ici.

- Je préfère cela.

- Cela n'aurait pas changé ma fidélité à l'autorité impériale que vous incarnez, Votre Excellence.

- Un peu moins de pompe, Baron. Appelez-moi Monsieur, voire s'il vous faut du protocole, M. le Gouverneur. Réservez donc l'Excellence aux adresses officielles. Nous sommes ici en audience restreinte. Après en avoir débattu avec vos deux chefs, j'ai décidé de vous employer sous couverture. Vous resterez officiellement géomètre au Service des travaux de la Colonie, dépendant de M. de Richemond et de son adjoint M. de La Roncière. Vous serez aussi inscrit à la compagnie des experts judiciaires du Parlement de la Guadeloupe, à la chambre de Grande Instance. Cela vous donnera prétexte à vous déplacer dans les deux parties de l'Île. Votre mission principale et secrète sera de détecter les partisans d'un retour des Anglais qui restent menaçants envers nos intérêts. Dans le cadre de vos recherches, vous

aurez aussi connaissance des conflits fonciers en train de naître. Que les propriétaires se disputent devant le juge me laisse parfaitement de marbre. En revanche, je ne voudrais pas que s'instaure une manière de guerre à base de nervis et autres hommes de main. J'ai eu assez à faire en Corse avec des histoires de famille pour être plus que réticent à voir la même chose se déployer ici. En Grande Terre, il y a aussi la guerre pour la possession des sources. Pour le moment, le code minier n'a pas pris en compte la possession de l'eau. Une source appartient au propriétaire de l'unité foncière. Les sources étaient réputées rares jusqu'à maintenant mais on en trouve de plus en plus souvent au fur et à mesure du défrichement des savanes pour planter de la canne.

- Mais s'il n'y a pas de cadastre...

- Il n'en existe pas moins des notaires et des géomètres qui délimitent les parcelles. Le Trésor public perçoit une sorte d'allivrement ; ce qui n'existe pas, c'est une administration qui fasse réaliser le plan des parcelles privées et du domaine public. Pour le moment, personne ne règle ces conflits terriens. Mais si la violence s'en mêle, j'y mettrai bon ordre. Il faudra donc un géomètre indépendant pour éclairer le juge. Vos chefs vous donneront les directives précises, si toutefois vous acceptez ces nouvelles fonctions qui sont bien éloignées de celles d'un géomètre du cadastre en France. Si vous les acceptez, vous les exercerez une petite année. Ensuite je vous confierai une autre mission si vous vous êtes acquitté de la première de manière satisfaisante. Si toutefois vous préféreriez revenir au métier de fonctionnaire du cadastre, alors vous retourneriez en France pour être mis à la disposition du Trésor Impérial. Ce ne serait pas une sanction et votre notation pour la mission que vous remplissez ici n'en souffrira pas. Et rien n'empêcherait que vous repartiez pour une nouvelle colonie, en Afrique, par exemple.

- Monsieur le Gouverneur, j'accepte avec empressement ces nouvelles fonctions. Mais puis-je conserver mon équipe ?

- Je n'y vois aucun inconvénient. » Se tournant vers M. de Richemond : « J'attends le mémoire pour la promotion des trois subordonnés de M. de Berdeilhe. »

Nous acquiesçons et le gouverneur nous rend notre liberté.

Nous sommes revenus au bureau de M. de Richemond. « Alors, M. le Baron, vous voici devenu agent secret du Gouverneur. Vous savez que les géographes anglais qui œuvrent en Inde font le même métier ? Dans la province du Pakistan occidental et en Afghanistan, ils parcourent les montagnes et les vallées pour renseigner les diplomates du Bureau des affaires Indiennes chargés de cette partie d'échecs géante qu'ils nomment « Le Grand Jeu ».

- J'ai étudié cet aspect des choses lors de mes études de stratégie à Saint-Cyr, Monsieur.

- Eh bien, ici, c'est moins grand mais cela va vous faire un bon terrain d'entraînement pour la suite.

- La suite ?

- Dans moins d'un an, je vous fiche mon billet que vous serez aux États-Unis d'Amérique auprès des États du Sud. La tension devient si vive que les diplomates du Palais d'Orsay pensent sérieusement à un éclatement des États-Unis.

- Et que ferais-je dans cette galère ?

- Nous verrons bien, mais vous parlez l'anglais, n'est-ce pas ?

- Certes. Mais je ne vois pas trop ce qu'un géomètre...

- Oubliez le géomètre. D'ici là, vous aurez bien d'autres cordes à votre arc. Bon, nous allons parler un peu de votre emploi du temps à venir. »

Pendant six mois, avec mon équipe, nous avons parcouru les deux ailes de papillon de l'île. Au plan technique, cela a été très intéressant. Les relations avec les géographes ont

été passionnantes. Ce sont des gens qui savent vraiment travailler mais j'ai pu leur rendre des services et en particulier pour la détermination des distances avec une bonne précision, notre petite équipe bien rôdée à ce genre de tâches a fait merveille. Pourtant, nous avons aussi beaucoup travaillé avec la police. C'est bien sûr Albert Brunet qui se joignait à nous. Rapidement, il se mit si aisément à l'emploi des appareils qu'il pouvait passer pour un géomètre ou à tout le moins pour l'un des techniciens de topographie.

La première action que nous ayons menée, c'était aux Grands Fonds du Moule. Lorsque nous sommes arrivés, les « Matignon » nous ont accueillis froidement. Il leur a fallu du temps pour reconnaître Tertullien. Nanti de son statut d'employé impérial au gouvernorat et d'un salaire plus que confortable depuis son intégration au corps des fonctionnaires coloniaux, il arbore des vêtements bourgeois, un chapeau en paille de prix, est rasé de frais avec des favoris, porte une moustache et une impériale qui le rendent méconnaissable. En outre, sa façon de parler a évolué et son accent créole est en train de s'estomper un peu.



Il arbore des vêtements bourgeois

Nous ne dissimulions pas nos armes et avons commencé le levé des parcelles du domaine public. Nous avons délimité ainsi la position exacte de la source qui avait causé tant de déboires à la famille de Tertullien. Lorsqu'ils ont vu le piquetage du terrain avec les jalonnets en bois blanc marquées de rouge, les habitants sont venus pour nous menacer : la source se trouvait dans le domaine public.

Il m'a fallu parlementer avec les uns et les autres pour les calmer et leur faire comprendre que c'est l'intérêt de tous que les sources soient dans le domaine public. J'ai donc vu arriver des gens du bourg qui se sont présentés comme des édiles. L'aménagement des alentours de la source ayant été réalisé par des particuliers, je leur ai fait comprendre qu'il serait courtois de leur en savoir gré en les exonérant de taxes, au cas où il s'en trouverait perçues pour entretenir ladite source. Ils m'ont entendu et m'ont indiqué qu'ils allaient en débattre et aussi envisager un aménagement plus complet avec captation d'eau potable pour alimenter une fontaine et un lavoir. Bref après une période de tension, les choses se sont calmées avec les « ti-blancs ». Une fois les plans terminés, il apparaissait nettement que la source est dans le domaine public du canton de l'îlet de Beauregard-près-le-Moule. Donc, non aliénable sans accord du Gouverneur, ce bien administré par le canton est bien propriété impériale.

Après l'avoir battu froid, la famille de Tertullien a fini par accepter de reprendre contact avec lui avec un sentiment de légère fierté mêlée de rancœur et d'envie. On était loin de la parabole de l'enfant prodigue.

Nous avons continué avec diverses implantations qui jouxtaient des terrains manifestement publics. Chaque fois, les propriétaires des parcelles privées limitrophes tentaient de se prétendre propriétaires de plus que ce mentionnaient les actes notariés dont j'avais eu soin de prendre copie aux archives.

C'est au cours de l'un des levés qui s'avérait délicat compte tenu de la puissance du propriétaire dont nous allions limiter l'expansion que l'incident s'est déclenché. Cela a commencé par le passage d'un « marron » qui menait son âne attelé à un charretton de canne à sucre. Après avoir examiné les alentours, il s'est arrêté à notre hauteur. À voix basse et en créole, mais maintenant je le parle couramment, il nous a avertis qu'un parti de plusieurs hommes de mains était en route vers notre chantier. Brunet nous a conseillé de préparer nos armes mais de continuer en apparence notre travail. Mes trois lascars ont donc entrepris de chaîner des distances tandis que Brunet et moi levions des angles au théodolite. Nous étions en train de collationner nos résultats respectifs pour remplir le tableau de levé quand nous avons entendu arriver des chevaux au pas sur la route publique. Mon LeMat chargé et amorcé attendait dans son étui que je portais en bandoulière. J'ai mis le chien au cran de l'armé et j'ai basculé le marteau pour percuter la cheminée du canon lisse. J'ai vu Brunet glisser son Lefauchaux dans sa ceinture. Tertullien a fait de même avec l'un des deux que j'ai récupérés pour notre bureau. Martial s'est rapproché des mules qui tirent notre voiture et a armé sans se cacher le pistolet à deux coups que j'ai saisi sur l'un des morts de Matouba. Dans le même temps, je l'ai vu prendre l'un des deux fusils à broche du bureau et l'armer. Timothée, lui, portait à la ceinture dans un étui de toile le deuxième Lefauchaux du bureau et l'a fait glisser dans son ceinturon. Lorsque le parti de cavaliers nous est arrivé dessus, nous avons compris que l'affaire allait tourner au vinaigre mais que nous aurions le dessus en nombre. Ils étaient à trois contre nous cinq. Ils montaient des mules au harnachement de qualité. Curieusement, ils ont eu l'air surpris de nous voir si près du tournant de la route. Nous étions sous tension, parce que je ne voulais pas mettre mes collègues en danger. Je savais qu'ils tiraient bien parce que je les avais instruits sur le tir, mais c'est une chose que de tirer sur des cibles et une autre que de se battre à l'arme à feu. Le malheur a voulu que l'un des arrivants levât son arme. Je n'avais pas eu temps de dire quoi que ce fût que trois coups de feu ont claqué. Martial était prêt mais a préféré tenir nos mules. Les deux coups de Lefauchaux de Tertullien et Timothée

se sont presque confondus, immédiatement suivis par le tonnerre du calibre douze à broche de Brunet. Vu l'éclatement sanglant de la tête de sa cible, je me dis que l'inspecteur principal Brunet a utilisé l'une de ses cartouches à chevrotines liées. Dieu merci, nous n'avons touché aucune monture. Martial s'est précipité sur celle de devant et l'a calmée en quelques caresses sur l'encolure. Décidément, notre muletier doit parler le langage de ces animaux précieux. Les deux autres mules, après s'être écartées d'une vingtaine de mètres sont revenues vers nous à l'appel de Martial. Elles marchaient l'encolure courbée et s'approchèrent du muletier en évitant les cadavres qui saignaient au sol.

La présence d'un officier de police a simplifié les choses avec la gendarmerie de la brigade de Baie-Mahaut. L'enquête a démontré que les mules appartenaient à l'une des plantations de canne de la famille Duquesnois, mais comme les trois agresseurs étaient morts, on n'a rien pu tirer d'eux pour inculper leurs commanditaires.

Lors de l'enquête, Brunet interrogé comme témoin a remarqué : « l'endroit était idéal pour faire croire que notre assassinat eût été l'œuvre de marrons qui auraient voulu nous piller. Je parie qu'après nous avoir expédiés *ad patres*, les trois nervis des Duquesnois seraient venus vous avertir qu'ils avaient trouvé nos cadavres. Ils auraient peut-être même été jusqu'à suggérer que les « marrons » étaient des nervis des Linières.

- Et pourquoi des Linières ? Il y a d'autres familles qui se disputent en Grande Terre.
- Certes, mais les plantations Bolonet et Linières sont associées pour le rhum et le sucre, et ce sont celles qui se partagent la Grande Terre avec les Duquesnois. Montés sur des mules des Duquesnois, ces tueurs ne venaient pas d'une autre famille.
- Ils auraient pu les voler, ces mules et ces harnais.
- Brigadier, voyons. Enfin, c'est vous qui commandez la brigade et qui conduisez l'enquête.
- Certes, mais c'est aussi moi qui vit dans ce trou perdu de Baie-Mahaut. »

Nous avons levé ainsi une bonne quinzaine de zones litigieuses entre le domaine public et des propriétés privées. Plus les propriétaires avaient pignon sur rue, plus ils étaient réticents à admettre les résultats de nos travaux. Une seule fois, un régisseur d'une plantation m'a confié les plans de bornage de ses parcelles dispersées pour que je lui donne mon avis sur la qualité du travail fourni. Les plans qu'il m'a montrés étaient signés par les parties et faisaient donc foi. Comme cela entraînait dans mon levé, j'ai effectivement levé les bornes de pierre qu'avait plantées le géomètre de Pointe à Pître. La distance que j'ai relevée sur le terrain était trop courte de huit mètres sur une longueur qui aurait dû être de soixante quinze mètres, trois décimètres et huit centimètres.² Par curiosité, j'ai contrôlé le bornage de toute la parcelle. Toutes les longueurs réelles étaient inférieures à celles portées sur le plan. La superficie réelle de la parcelle était donc bien inférieure à sa superficie telle qu'officialisée par le plan de bornage. Le propriétaire payait donc un impôt foncier plus élevé que celui qu'il aurait dû payer. Tandis que ses voisins, eux se voyaient moins taxés qu'ils auraient dû l'être. Conformément à mes prérogatives, j'ai rédigé un procès-verbal que j'ai adressé à M. de Richemond avec copie au Procureur Impérial au titre de l'article 40 du code de procédure pénale.

Nous rentrions à Pointe à Pître régulièrement, une fois nos levés terminés, pour calculer les coordonnées des points levés et dessiner les plans. Mes trois lascars, même Martial, étaient devenus des virtuoses de la table de logarithmes et de la règle à calculer. Je contrôlais parfois les résultats mais mes « sbires » s'en tiraient fort bien. C'est sur la réalisation des plans que j'insistais parce que je voulais parfois souligner des traits caractéristiques du terrain.

² De nos jours on écrirait soixante-quinze mètre trente-huit.

Mon procès-verbal est parti vers M. de Richemond par un courrier spécial, acheminé avec le plan d'état des lieux que nous avons levé et une copie du plan de bornage officiel. Comme le Trésor percevait une taxe foncière trop élevée sur cette parcelle puisqu'elle était en réalité plus petite que ce que le géomètre avait transmis au service des impôts fonciers, il fallait dédommager le contribuable. Mais il fallait bien que quelqu'un paie la différence au Trésor. M. de Richemond a donc saisi le Procureur qui était déjà destinataire d'un exemplaire de mon procès verbal. C'est le géomètre qui a été sommé de s'expliquer. Au cours de l'enquête préliminaire conduite par le procureur lui-même assisté des gendarmes, le géomètre a prétendu mettre en doute la qualité du travail de mon équipe. Puisque j'étais mis en cause, je ne pouvais rien faire d'autre que défendre mon travail mais je ne pouvais pas agir en expert du Parlement. Il y aurait eu conflit d'intérêt. Alors, le procureur impérial a mandé une équipe de l'Arrondissement des travaux du génie militaire qui est venue reprendre les mesures de distances entre les bornes. À quelques centimètres près, ils ont fourni les mêmes résultats que nous. Le lieutenant du Génie a précisé au procureur que, compte tenu de la précision des moyens qu'il a utilisés, ses résultats ne pouvaient être considérés que comme un contrôle et non une vérification.

- Ce qui signifie ?

- Les moyens techniques de M. de Berdeilhe sont plus précis que les miens. Donc s'il y a quelques centimètres de différence entre ses résultats et les miens, ce sont les siens qu'il faut adopter. Si nous étions tombés sur des différences de l'ordre du demi-mètre, alors on pourrait se poser des questions. Mais en tout état de cause, les résultats de nos deux équipes sont cohérents : le géomètre a dessiné un plan que ne reflète pas la réalité du positionnement des bornes auquel il a procédé. Soit il a dessiné un plan faux, soit les bornes ont été déplacées, soit il les a placées au mauvais endroit.

- Pensez-vous que ce soit par malfaisance, Mon Lieutenant ?

- On ne peut l'exclure, Monsieur le Procureur. Mais c'est à la justice qu'il appartiendra de l'établir.

- Comment comprenez-vous son attitude par laquelle il a mis en cause la qualité du travail de M. de Berdeilhe ?

- À mon avis, ce serait un indice grave et concordant de sa mauvaise foi. »

C'est Bernard de Poyen, présent pour représenter M. de Richemond, qui m'a rapporté cet entretien entre le procureur impérial et le lieutenant du Génie. C'était dans ses bureaux que je travaillais les résultats de mes levés en Grande Terre. Le résultat de cette ténébreuse affaire a été l'inculpation du géomètre pour escroquerie aux dépens du propriétaire et pour falsification de déclaration au fisc pour un tiers. Interdit d'exercer, il a fait faillite. Mais c'était un homme à la solde des Duquesnois qui l'ont repris dans leurs affaires comme métreur. Cela a toutefois encore davantage monté cette famille contre moi. Parce que le comptable du trésor chargé du recouvrement des taxes foncières a redressé les propriétaires des parcelles limitrophes de celle du plaignant. Ainsi le remboursement de trop perçu a-t-il été compensé par le redressement infligé aux voisins sous taxés. Ils n'ont pas protesté que l'erreur ne leur incombait pas... puisque ces parcelles sont propriétés des Duquesnois qui le louent en fermages. Le Trésor Public sait être conciliant lorsqu'il rentre dans ses fonds. Si les Duquesnois avaient introduit un recours contre cette décision du fisc, je suis certain que le directeur des impôts fonciers aurait tout fait pour établir la collusion entre les Duquesnois et le géomètre. Les dégâts auraient été plus que sérieux pour la trésorerie de cette famille et le chef du clan Duquesnois, en gredin avisé, a sans doute préféré faire profil bas.

Dans cette affaire, le Trésor est rentré plus que dans ses fonds, puisque les impôts remboursés aux uns ont été payés par les autres et qu'en plus le géomètre a dû payer une forte amende judiciaire. Décidément, c'est toujours le Trésor qui finit par gagner.

Je n'ai plus eu à ouvrir le feu lors de mes activités de géomètre. J'ai partagé mon peu de temps libre entre l'instruction et l'entraînement au tir de mes « sbires » et les rencontres avec Moutoussamy à la plantation de Matouba où je me rendais tous les quinze jours. Avec l'armurier, nous avons mis au point des cartouches pour mon LeMat ce qui servait aussi aux Linières. Nous sommes après la mi-février 1861, et cela fait dix-huit mois que je travaille en Guadeloupe. Nous avons fêté le carnaval qui est ici fort animé. Aux États-Unis, la situation s'est complètement détériorée et deux États ont fait sécession d'avec Washington : la Caroline du Sud et le Mississippi. Lundi dernier, le dix huit de ce mois, le commandant en chef de l'armée du Mississippi, le Général Jefferson Davis a été désigné Président de la Confédération américaine par le Congrès sudiste. La guéguerre des familles semble être en vaille, soit en raison des soucis que cause à chacun la guerre civile qui approche à grands pas en Amérique, soit à cause de la fermeté du Gouverneur. Toujours est-il que plus personne ne s'attaque à notre équipe. Les géographes, eux ne semblent pas inquiéter les planteurs.

Ce vendredi matin je suis convoqué en audience privée par le gouverneur, avec MM. de Richemond et de La Roncière. Je ne sais encore à quoi m'attendre exactement, mais la routine qui commençait à s'installer, parfois rompue par un chantier en soutien des géographes, risque bien de voler en éclat. Mes assistants sont inquiets et ne parviennent pas à se mettre en train. Il leur faut pourtant remettre en état tout le matériel qui a servi pendant la semaine en Basse Terre. Nous ne sommes plus en saison des pluies, heureusement, mais comme nous avons travaillé sur les pentes de la côte au vent de la Soufrière, nous avons subi beaucoup de nuages et de brouillard qui pénètre dans les appareils et humidifie les lentilles. Fort heureusement je ne manque pas de baume du Canada pour recoller entre elles les lentilles dissociées, en cas de besoin.

Je mets donc mes coéquipiers en train. Ils ont repris le moral quand arrive le secrétaire de M. de La Roncière : la voiture nous attend.